

Le Président

Au secours des avocats colombien

L'IDHAE participe, comme l'année dernière, à la *Journée des Avocats menacés*, le 24 janvier, aux côtés de ses amis de l'AED, et des organisations qui s'y sont associées. L'Institut invite tous ses membres à s'y joindre pour exprimer leur solidarité et leur soutien à leurs consœurs et confrères colombiens qui vivent chaque jour sous la menace.

Combien sont-ils ? On ne sait pas. Les chiffres les plus divers, et sans doute les plus exagérés, circulent. On a cité le chiffre de 4400 avocats tués, attaqués ou menacés, entre 2002 et 2012... Depuis 1991, 400 Avocats assassinés en Colombie ? Par des paramilitaires ? Par des adversaires ? Par des clients ?

Rien que pour l'année 2012, certains parle de 40 professionnels du droit tués. D'autres n'en citent que 20. En tout état de cause, cette année, le 18 octobre, avec José Lubián Duque Jiménez, l'IDHAE a enregistré, pour sa part, le 17ème avocat colombien de l'année 2013, tombé sous les balles d'un assassin.

D'autres avaient subi des menaces récurrentes, qui en Colombie, revêt toujours la certitude de lendemains funèbres.

Que sont-ils, dira-t-on, au regard des 13.000 civils qui ont été tués au cours des six dernières années, et des 25.000 personnes qui ont disparues ? Que sont-ils à côté des 74 avocats tués au cours des trois ou des cinq dernières années au Honduras, dont 18 pour la seule année 2013 ?

Précisément, l'IDHAE particulièrement préoccupé par la situation de la Colombie et du Honduras- qui détient par ailleurs détient le record du monde des homicides avec un taux de 85 pour 100 000 habitants.

Alejandro Arenas, le Doyen du Collège des Avocats de Cali, dans le Valle de Cauca, qui vit au rythme presque mensuel des meurtres d'avocats a violemment dénoncé l'hécatombe. Car ceux qui exercent la profession vivent chaque jour davantage dans l'angoisse causée par l'absence totale de mesures de sécurité, accordées par les pouvoirs publics. « *...conciliateurs et arbitres dans les litiges entre les citoyens, avec le seul instrument du droit et du jugement [...] nous sommes des artisans de la paix* », s'est-il écrié, en appelant le gouvernement à "*une action décisive contre le massacre qui est commis contre les avocats de la Colombie, dont la seule arme pour se défendre est la force de la loi.*" Il a ajouté que « *l'Etat colombien n'a pas fourni une réponse adéquate aux nombreuses demandes adressées aux autorités de prendre des mesures pour assurer la sécurité des avocats.*"

Et nous, que fait-on pour eux ?

Car, au-delà des statistiques, toujours incertaines, il existe une certitude : l'ensemble de ces crimes est demeuré impuni. Plus encore, leurs causes n'ont pas été élucidées. Pour une seule raison : l'absence d'enquête effective. Donc de volonté politique.

Saluons, donc, ceux qui oeuvrent de longue date pour la Colombie. Et méditons leur constat qui accuse. Selon la *Caravane internationale de juristes*_: pour 400 avocats colombiens assassinés depuis 1991, "*personne n'a été poursuivi pour un seul meurtre*".¹

De son côté, le président du Consejo General de la Abogacía española, Carlos Carnicer **Díez**, ne cesse, lors de chaque crime, d'adresser et de renouveler des exhortations chaque fois plus virulentes, au nom des avocats espagnols, pour dénoncer le massacre des avocats colombiens. Il

¹ <http://international.lawsociety.org.uk/node/2518>

souligne que ces attentats ne peuvent « *pas rester impunis parce que, au-delà de briser une vie, ils sont des atteintes frontales à l'état de droit qui est la défense des droits des citoyens* ».

Ajoutons que la Federación Interamericana de Abogados (FIA), a elle aussi au cours de l'année 2013, exigé des autorités du pays qu'elles mettent « fin à ce fléau de façon définitive », et qu'elles assurent –enfin - « *une protection efficace de tous les avocats, pour leur permettre de poursuivre leurs activités légitimes et pacifiques de défense des droits de l'homme sans crainte d'intimidation, de harcèlement, de représailles et de perte de leur propre vie* ».

Comme eux, il convient que l'ensemble de la profession se mobilise pour obtenir du gouvernement colombien de "*renforcer la protection institutionnelle de la profession.*"

C'est dans cette espérance que l'IDHAE participe à la journée de l'avocat en danger.

Assassiné(e)s en 2013



COLOMBIE – 24 janvier 2013 Eduardo Antonio Martinez et Daniel Alejandro Almario Calderon.

Le père et le fils assassinés dans le cabinet où ils travaillaient ensemble.



Eduardo Antonio Martinez, 59 ans, avocat et professeur à l'Université de Santiago de Cali, et son fils, également avocat, Daniel Alejandro Almario Calderon, 26ans, ont été abattus dans leur Cabinet à l'angle de la Carrera 4 et Calle 13, dans le quartier de San Pedro, le centre de Cali, de deux balles dans la tête avec un pistolet 9 mm.

Le père et le fils étaient très liés et travaillaient ensemble. Leurs corps ont été retrouvés le lendemain matin quand un proche parent est allé à leur recherche, inquiet de ne pas les avoir vus revenir dans le courant de la nuit à la maison. Dans le bâtiment, on a entendu quelque chose d'étrange, une discussion, un cri. Au bureau les portes n'ont pas été forcées et les plaques n'ont pas été dégradées. Rien n'a été volé.

Eduardo Antonio Martinez était un avocat civiliste. Il s'occupait de divorces et de successions. Mais pas des affaires de drogue. Il a également enseigné à l'Université de Santiago de Cali. Ses étudiants l'aimaient et ont tous tenu à participer à la veillée funèbre. Le recteur de l'Université de Santiago de Cali, Carlos Perez, a regretté et condamné l'incident et a déclaré qu'il était "*triste qu'une fois encore Cali, souffrent le triste spectacle de la violence.*"

COLOMBIE – 28 février 2013

Jorge Iván Gómez Guevara (3)

Tué dans un centre commercial par un tueur à gages de 17 ans



Jorge Iván Gómez Guevara, 39 ans, a été abordé par un jeune homme tandis qu'il entrait dans un salon de coiffure situé dans le centre commercial Chipichape dans le nord de Cali. Ce dernier a tiré quatre coups sur lui avec un pistolet neuf millimètres. Transféré à la clinique Rafael Uribe, il est mort avant de pouvoir subir une intervention chirurgicale, en raison de la gravité des blessures.

À l'occasion du même incident a été tué Luis Carlos Benítez Castro, 24 ans, un des stylistes qui travaillaient à cet endroit... Quelques minutes plus tard le meurtrier - un tueur à gages de 17 ans - était capturé par l'action des gardes privés de la place en essayant de fuir. L'arme du crime a été confisquée.

Jorge Iván Gómez Guevara connu sous le surnom de « Koke Guevara » était un neveu des propriétaires du magasin et du Prince hôtel. Il appartenait à une famille bien connue de Tulua. Avocat pénaliste de profession, il était intervenu dans plusieurs procédures judiciaires à Tulua. Il avait défendu Jhon Estiven Idrobo Pérez, alias 'Jerry', qui a été capturé en mars 2012 à Santa Marta et qui était considéré comme le chef désigné du gang los "Rastrojos" à Tulua.

COLOMBIE – 1er mars 2013

Jhonny Alberto Balarezo Ortiz (4)

Assassiné à Florida.



Johnny Alberto Balarezo Ortiz, a été assassiné dans la nuit du 28 février au 1er mars, à Florida, en un lieu connu sous le nom de « pont des soupirs ».

Diplômé de l'Université Santiago de Cali en 2003, il s'était engagé au service des droits de l'Homme et avait notamment organisé avec des étudiants un Forum national pour les droits de l'Homme à Bogota, et dans le valle de Florida. Il a été tué alors qu'il venait de faire des allégations graves d'actes de corruption de l'administration.

En 2007, il s'était rendu au Panama pour défendre les parents de cinq citoyens colombiens séquestrés au Panama.

COLOMBIE – 7 mars 2013

Amaury Manuel Sáez Coronado,

Disparu depuis le 4 février, retrouvé mort à Monteria. (5)



Amaury Manuel Sáez Coronado, 42 ans, était porté disparu depuis le 4 Février. Il a été retrouvé mort en état de décomposition à Monteria, avec plusieurs balles.

Amaury Manuel Sáez Coronado avait mystérieusement disparu après avoir quitté sa maison dans le quartier de Villa del Rio pour se livrer à diverses occupations professionnelles.

Depuis ce jour, on n'a plus entendu parler de lui, jusqu'à ce qu'un fermier appelle la police pour signaler la découverte d'un corps dans un état de décomposition avancée.

Le corps a été retrouvé dans un ruisseau, à la Finca Belén (sur la rive gauche de la rivière Sinù). Il était criblé de blessures par balles dans les jambes, les bras, les épaules et la tête.

Amaury Manuel Sáez Coronado était intervenu dans un procès criminel concernant des fraudes depuis 2011, pour lequel venait d'être arrêté le 25 février précédent, Luis Enrique Otero Coronado, identifié par les autorités comme le chef d'un puissant gang d'escrocs qui avait fait plus de 31 victimes depuis 2011, par le prêt d'argent, l'achat et la vente de marchandises et la location de véhicules haut de gamme, en utilisant des commerçants de façade dans le département de Córdoba.

COLOMBIE – 21 mars 2013

Diego Luis García González, (6)



Diego Luis Garcia Gonzalez, 60 ans, a été abattu le 21 mars à 21h50 au volant de sa voiture une jeep Toyota, à égale distance entre les villes de Palmira et Cali, près de l'aéroport international Alfonso Bonilla Aragon (Cali) dans le département de Valle del Cauca. La passagère du véhicule a été grièvement blessée et a été transportée à la clinique Palma Real de Palmira.

Issu d'une famille qui compte beaucoup de juristes et d'universitaires, Diego Luis García González, était un avocat pénaliste de renom depuis plus de 30 ans avec beaucoup d'expérience. Il a été responsable de dossiers importants à la fois à Bogota et Cali et Medellin, ont déclaré les avocats qui le connaissaient.

Le 8 Janvier 2007, Diego Luis García González avait publié son seul blog : « *La mort en deux actes* ».

 **COLOMBIE – 1er mai 2013**
Jose Alberto Arias Escobar.(7)
Assassiné à Tuluá



Alberto Arias Escobar, 64 ans, a été abattu par balle, alors qu’il rentrait dans sa maison dans le quartier Salesianos de Tuluá. Il a été intercepté par deux «messagers de la mort», à bord d’une moto, qui ont tiré sur lui avant de fuir sans laisser de traces. Touché à la hauteur de la tête, il a été transporté à la clinique San Francisco, où il est mort des suites de la blessure reçue. Professionnel du droit, reconnu en tant qu’avocat pénaliste, diplômé de l’Université Centrale del Valle del Cauca (la UCEVA), et faisait partie du conseil de l’Aboserpe de Céspedes. L’assassinat d’Arias Escobar avocat, a porté à 58 le nombre de morts violentes qui ont eu lieu dans la ville de Tuluá depuis le début de l’année 2013.

 **COLOMBIE – 1er juin 2013**
Berena Yohadis Romero de la Marck. (8)
Assassinée dans la maison de sa mère lors d’une réunion de famille.



Berena Yohadis Romero de la Marck 34 ans, une avocate de Santa Marta, a été assassinée dans la soirée du 1^{er} juin dans la maison de sa mère dans le quartier de Alambique de Santa Marta, où elle assistait à une réunion de famille. Elle venait d’arriver à 11h30 le soir au volant de son véhicule, dans la résidence de sa mère, pour participer à l’anniversaire d’un neveu et de s’asseoir dans le fauteuil à bascule sur une terrasse extérieure. Aux alentours de 23h45, un homme arrivé à moto s’est approché de la terrasse, a sorti une arme et a tiré à plusieurs reprises sur elle, avant de prendre la fuite. Elle a été transférée à la clinique d’urgence Bahía de Santa Marta, où elle a été déclarée morte à son arrivée, après avoir reçu plus de trois balles dans le corps. Berena Yohadis Romero De La Marck diplômée de l’Université Coopérative de Colombie, était la fille d’un enquêteur du Corps technique d’investigation (CTI) de Santa Marta. Berena Romero exerçait sa profession d’avocat depuis 3 ans. Elle était en charge de plusieurs procès. L’un d’eux était un litige de propriété dans le quartier del Cundí de Santa Marta.

Elle avait fait l'objet de menaces à l'occasion d'un procès de restitution des terres dans la ville dans la ville de Fundación.

COLOMBIE – 23 juin 2013

Andrés Felipe Parra Útima (9)

abattu d'une balle dans la tête dans la maison de sa famille à Tulua.



Andrés Felipe Parra Útima, 29 ans, a été tué, durant l'après-midi, dans une maison située dans le bloc D, à La Paz, au nord de la ville de Tulua,

Alors qu'il était dans sa maison avec sa famille en train de se reposer après une journée de travail, il a été surpris par un homme armé qui est entré dans la maison, sans un mot, et à tirer sur lui avec une arme à feu, l'abattant d'une balle dans la tête.

Il a été transporté immédiatement à l'hôpital de Céspedes où il est mort dans la nuit du 23 juin en raison de la gravité de la blessure à la tête, malgré les efforts des médecins pour lui sauver la vie.

Andrés Felipe Parra Útima avait obtenu son diplôme d'avocat au mois de mai à la Faculté de droit de la Unidad Central del Valle del Cauca (Uceva). Il a travaillé dans une entreprise de distribution de produits agricoles, située dans le village de Tres Esquinas, dans l'espoir de faire une spécialisation pour poursuivre ses études. Il était à la recherche d'un emploi d'avocat, et était l'attente d'une possibilité d'emploi pour pratiquer.

COLOMBIE – 13 juillet 2013

Fabio Molina Velásquez (10)

« L'avocat des pauvres » assassiné à Cali



Fabio Molina Velásquez, 63 ans, bien connu dans le district d'Aguablanca comme " l'avocat des pauvres ", a été tué dans le quartier Calimío Desepaz, à l'est de Cali.

Il fumait une cigarette et buvait une bière, lorsqu'un homme armé a tiré un coup de feu sur lui, puis s'est enfui en courant. Fabio Molina Velásquez a été transporté à l'hôpital Isaías Duarte Cancino et ensuite à l'Université del Valle où il est finalement décédé.

Surnommé « Don Fabio », Molina était connu et apprécié pour son travail dans les zones populaires de la ville. Il travaillait à la Maison de la Justice d'Aguablanca depuis plus de dix ans. Depuis environ cinq ans Velasquez Molina avait cessé de traiter des affaires pénales pour s'occuper d'affaires civiles comme les expulsions ou la restitution de propriété. Il aurait été victime de représailles à la suite de procédures d'expulsion, principalement dans les quartiers Compartir, Remansos, Calimio, tous situés dans le district 21 – auxquelles il a participé.

COLOMBIE – 16 juillet 2013 **José Gerley Sánchez Benítez (11)**

Assassiné au nord de de Cali

José Gerley Benítez Sánchez, 50 ans, a été tué par balle dans la maison de sa mère, dans le quartier de Los Andes, au nord de de Cali, dans le Valle del Cauca. Il se trouvait dans la cour devant la maison, lorsque deux personnes ont frappé à la porte. Il a ouvert et reçu des coups avec une arme à feu. Il a réussi à se rendre jusqu'à un centre médical situé à proximité où il est mort. Avocat pénaliste, José Gerley Benítez Sánchez a été le conseil de plusieurs des dix membres de la SIJIN, (Seccionales de Investigación Criminal - la police colombienne) accusés de la disparition de deux autres policiers, dans une affaire liée à une bande de voleurs de banque à Cali. La procédure a été annulée par la Cour supérieure de Cali. Il avait été également l'avocat de José Arbey Escobar Jiménez, alias "el Ronco ", le chef de la bande "El Ronco ou la 28" que les services de police ont capturé dans une clinique de Cali, huit jours plus tard, blessé par balles.

COLOMBIE – 10 août 2013 **Juan Carlos Canizalez Ocampo** *Assassiné à Buga, Valle del Cauca. (12)*



Juan Carlos Canizales Ocampo, 42 ans, un avocat de renom à Buga, Valle del Cauca, a été tué par des inconnus dans la rue 21 au numéro 2-17 dans le quartier Prados del Sur. Il venait de quitter son véhicule Mazda 3 et de s'asseoir à l'extérieur de la maison quand deux hommes armés, qui apparemment l'avaient suivi, ont tiré sur lui avant de s'enfuir sur une moto. Sa femme l'a emmené à l'hôpital de Buga " Un voisin qui n'a pas donné son nom, a entendu environ 12 coups de feu ".

Il a perdu la vie avant d'arriver à l'hôpital en raison de la gravité des blessures multiples qui ont eu lieu dans différentes parties du corps.

L'assassinat a suscité la consternation parmi les citoyens, Juan Carlos Canizales Ocampo était un avocat très en vue.

🔫 COLOMBIE - 8 septembre 2013

Eladio de Jesus Arenas Marin (13)

Eladio de Jesus Arenas Marin, 53 ans, avocat reconnu à Pereira (dans le département de Risaralda), dans la région du café, qui a exercé comme *personero* - ombudsman - de la ville de Belen de Umbria, a été retrouvé mort à demi-enterré dans une fosse, dans le parc de La Cecilia dans le secteur de Dosquebradas – la ville jumelle de Pereira - avec plusieurs impacts de balle dans le dos.

Au cours de l'après-midi du 8 septembre, Eladio de Jésus était chez lui, à Pereira en compagnie de sa mère et d'une de ses sœurs, lorsqu'il a reçu un appel téléphonique l'invitant à venir chercher de l'argent qui lui était dû. Il a expliqué à sa famille qu'il allait chercher le règlement et qu'il revenait, mais il ne revint jamais. Eladio de Jesus Arenas, natif de Pereira a fait ses études secondaires à l'école Juan Hurtado de Belen de Umbria, puis est ensuite retourné à Pereira pour réaliser son rêve d'être avocat. Diplômé de droit en 1991 à l'Université libre, il s'est spécialisé en droit de la famille. Son travail lui a valu reconnaissance et notoriété, ainsi que d'être nommé comme *personero* de ville de Belen de Umbria en 2005, pour deux périodes successives. Depuis, il travaillait dans un cabinet d'avocats de Pereira, la capitale du Risaralda

🔫 COLOMBIE – 11 septembre 2013

Edison Alberto Molina (14)

Tué en plein centre-ville de Puerto Berrio.



Edison Alberto Molina, un avocat et un homme politique qui était aussi l'animateur d'une émission de radio qui dénonçait la corruption du gouvernement, a été tué en pleine ville de Puerto Berrio.

Des hommes armés ont tiré, à quatre reprises sur Edison Alberto Molina, à hauteur du visage, tandis qu'il revenait à son domicile dans le quartier de Bodegas, à Puerto Berrio avec son épouse. Il venait de faire son émission hebdomadaire, depuis la station de radio. Sa femme a été légèrement blessée, mais Molina est mort pendant son transport vers l'hôpital de La Cruz.

Edison Alberto Molina, 40 ans, diplômé en droit de l'Université d'Antioquia était un éminent avocat, spécialisé en droit administratif. Il avait déposé 36 plaintes contre le gouvernement municipal en l'accusant de corruption, alléguant des dépassements de coûts, et de la mauvaise gestion des travaux publics. En tant qu'élus du Parti libéral, il avait été en charge de la circulation de la municipalité de Puerto Berrio, ainsi que secrétaire du conseil municipal de la ville chargé des Sports.

Au cours des derniers mois, il avait été engagé par la station de radio locale de *Puerto Berrio Stereo 89.4* pour animer une émission le mercredi soir, dont le titre était « Consultorio Juridico »

COLOMBIE

(Conseiller Juridique). Molina utilisait souvent l'émission en direct pour accuser le gouvernement de corruption. Selon des sources judiciaires, Molina avait reçu plusieurs menaces de mort auparavant, apparemment en raison des critiques auxquelles il se livrait, dans son programme de radio. Selon les responsables de la station de radio, Molina avait reçu entre autres menaces ces derniers mois, un sac en plastique rempli de terre noire et d'os non identifiés qui sont arrivés une semaine avant le meurtre.

Les autorités ont offert une récompense de 20 millions de pesos (environ 10.500 dollars) pour toute information menant à la capture des assassins de Molina.

COLOMBIE – 10 Octobre 2013

Ricardo Rodríguez Cajamarca (15)

Assassiné pour avoir dénoncé des violations des droits de l'Homme dans le département du Meta.




Ricardo Rodríguez Cajamarca, 47 ans, a été tué par des hommes armés à Acacias (dans le département du Meta) qui ont pris la fuite sur une moto, alors qu'il était à son domicile avec son épouse et ses quatre enfants. Son corps portait huit impacts de balles.

En tant qu'avocat, Ricardo Rodríguez Cajamarca était bien connu pour défendre des personnes appartenant à des groupes sociaux vulnérables et dénoncer les arrestations massives et les poursuites des agriculteurs, notamment de la municipalité de Uribe et du village de La Julia faussement accusés d'être des guérilleros et des collaborateurs de l'insurrection par l'armée.

Rodríguez a été *personero* (Médiateur) de la municipalité de Uribe à deux reprises, entre 2004-2005 et 2008-2011. Il a lancé des signaux d'alerte à la communauté nationale et internationale sur les graves violations des droits de l'homme commises par des paramilitaires dans la région, y compris les déplacements, les disparitions et les meurtres, ainsi que les violations constantes subies par les populations civiles perpétrées par des membres de l'armée nationale. Il a également dénoncé la stigmatisation dont font l'objet les paysans qui vivent dans des régions où se trouve la présence des FARC. Ricardo Rodríguez Cajamarca avait défendu les victimes des déplacements forcés, des disparitions, des assassinats et des abus perpétrés par les forces armées et les paramilitaires contre les civils dans la région.

Le 26 mai 2013 un groupe de 13 leaders de la communauté, y compris le maire et conseiller municipal, avaient été arrêtés par les forces armées dans la municipalité de Uribe. Ricardo Rodríguez Cajamarca a démonté les fausses poursuites des paysans par l'armée, le Bureau du Procureur général et d'autres agences de renseignements de l'État colombien, en prouvant que les faux témoignages avaient été fabriqués par les procureurs au nom de l'armée.

Auparavant, en 2005, Ricardo Rodríguez Cajamarca lui-même a été faussement accusé d'avoir des liens avec la guérilla, mais cette allégation a été démentie et il a été libéré.

 **COLOMBIE – 17 octobre 2013**

Óscar Cortés Baena (16)


abattu à son domicile à Armenia la capitale du département de Quindío.



Oscar Cortes Baena, 40 ans, a été abattu dans l'après-midi ou la soirée, du 17 Octobre devant son domicile dans le quartier Guayaquil, à Armenia, dans le département de Quindío.

Il aurait eu une dispute devant la porte de sa résidence avec un individu qui a tiré sur lui à quatre reprises au moment où la victime aurait tenté de rompre la conversation et de pénétrer dans sa maison.

Emmené dans un taxi à la clinique Saludcoop d'Armenia, Oscar Cortes Baena a subi une opération le lendemain, mais il est mort à midi, malgré les efforts des médecins qui l'entouraient. Diplômé de l'Université de La Gran Colombia Arménia, il avait soutenu l'actuel gouverneur du département de Quindío, lors de sa campagne, et avait été également candidat à la mairie de Armenia. Décrit comme un homme entreprenant, aimable qui aimait beaucoup la politique, il n'avait pas reçu de menaces. Le lendemain, à midi, survenait la mort d'un autre avocat, José Jiménez Lubián Duque qui pourrait être lié à celui d'Oscar Cortes Baena.

 **COLOMBIE – 18 octobre 2013**

José Lubián Duque Jiménez (17)

Avocat et expert comptable abattu dans son bureau à Armenia.



Le lendemain de la mort d'Oscar Cortes Baena, Jose Jimenez Lubián Duque, 57 ans, qui exerçait à la fois la profession d'avocat et d'expert-comptable, a été retrouvé mort dans son bureau au huitième étage de l'édifice *Intel* situé au cœur de Armenia. Il a été découvert par des collègues de travail au moment où ils ont repris leur travail après avoir quitté les lieux pour le déjeuner.

Le tireur est entré dans la place en utilisant, apparemment, un pistolet de calibre 9 mm avec un silencieux pour ne pas provoquer d'alarme et s'enfuir sans bruit.

Diplômé de droit à l'Université de Grande Colombie et de comptabilité à Uniquindío, il était président de la Chambre des Experts-Comptables, conseiller indépendant pour diverses entreprises de la région dans en matière fiscale, auditeur FENALCO et professeur de collège de Quindío. Célèbre professionnel qui jouissait d'une grande estime parmi ses confrères, reconnu pour être une personne transparente et utile, il n'avait pas signalé de menaces à son encontre. La police spéculé que l'assassinat de José Jiménez Lubián Duque pourrait être lié à l'assassinat d'un autre avocat, Oscar Cortes Baena.



Menacés de mort

15 janvier 2013 : Deuxième attentat contre *José Castillo Tuirán à Barranquilla*



Un engin explosif a été lancé à onze heures du soir contre le cabinet de José Francisco Castillo Tuirán, à Bellavista. L'explosion a été intense et a été entendue jusqu'à 10 blocs aux alentours. L'immeuble était inhabité et seuls des dommages matériels ont été causés..

C'est la deuxième fois, en quelques semaines, que José Castillo Tuirán est victime d'une attaque. Le 7 décembre 2012, des hommes armés avaient tiré à quatre reprises sur lui alors qu'il quittait son cabinet. Mais une seule l'avait blessé à la main droite. José Francisco Castillo Tuirán est un avocat pénaliste, et son cabinet, *Castillo y Asociados* avait été chargé d'engager des poursuites pénales contre les membres du conseil d'administration de la Chambre de Commerce (BCC) accusé d'avoir frauduleusement inscrit plus de 1500 individus afin qu'ils puissent participer aux élections.

- **11 février 2013 : Menaces de mort contre l'avocat directeur du magazine *En Domingo*, Luis Armando Saenz**



Luis Armando Saenz, avocat et journaliste, directeur du magazine *En Domingo*, diffusée le week-end sur la station de radio communautaire "Studio One Point "dans le département de Putumayo, a reçu, par une série d'appels téléphoniques des menaces de mort des menaces de mort. Un inconnu s'est approché de son fils pour l'intimider et l'a menacé, Son programme qui soulève des questions difficile sur la corruption et les groupes armés illégaux pourrait être la cause de ces menaces. Récemment, il a évoqué les liens possibles du maire de Puerto Asis, avec les narcotrafiquants et les paramilitaires.

- **1er Août 2013 : Manuel Garzón, avocat de l'Inter-Church Commission Justice et Paix (CIJP)** Manuel Garzón, l'avocat de la Commission inter-ecclésiastique pour la justice et la paix (CIJP) a été suivi le 1er Août, alors qu'il quittait à bicyclette le siège CIJP, à Bogota, par un homme, au visage masqué, qui lui a enjoint d'avoir à "*rester tranquille avec le travail qu'ils font.*" [ses activités de la CIJP]. La menace l'avertissement contre Manuel Garzón, avocat de la Comisión de Justicia y Paz, signifiait implicitement que l'organisation devait cesser toute activité Manuel Garzón représente actuellement victimes de meurtres ainsi que des expulsions et de déplacements forcés dans les bassins des rivières Curvaradó et Jiguamiandó (région de Chocó) qui poursuivent les entreprises privées et les paramilitaires qui travaillent avec les entreprises palmicultrices, en vue de s'emparer des terres.
- **17 mai 2013 : Jorge Eliécer Molano et Germán Romero Sánchez**



Jorge Eliecer Molano Rodríguez est le conseiller juridique de plusieurs organisations telles que Sembrar, l'Association Nomadesc, la Corporación Jurídica Utopía (Corporation Juridique Utopie) et Fedegromisbol.

Germán Romero Sánchez, qui est aussi membre de Corporación SEMBRAR, a été le conseil juridique du Collectif d'Avocats José Alvear Restrepo et de la Commission Intereclesial de Justicia y Paz. Les deux avocats représentent des victimes dans les procédures pénales contre plusieurs militaires hauts gradés de l'armée Colombienne, accusés d'exécutions extra judiciaires, à Manizales, en 2008.

Le 17 mai 2013, un tract a été glissé sous la porte du bureau du Comité Mujeres Corteras de Caña et indiquait "*MUERFE A AlfaMIR A SUS aBOGados POR meTERSE on los lovos peses*" (mort à Alfamir et à ses avocats qui jouent avec les loups et les poissons). Cette menace a été proférée une semaine avant le procès des militaires impliqués dans cette affaire.

- **4 Août 2013 : José Humberto Torres et sa famille déclaré « cibles militaires »**



José Humberto Torres, avocat membre du Comité de Solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP) a fait l'objet d'un nouvel appel au meurtre.

Le 4 août 2013, le groupe paramilitaire des Commandos urbains Los Rastrojos a envoyé des menaces de mort par courriel. 30 personnes, des syndicalistes pour la plupart, ainsi que plusieurs organisations, sont visées comme des cibles militaires et accusées d'avoir des liens avec la guérilla. Parmi les personnes citées dans la menace de mort, figurent l'avocat José Humberto Torres ainsi que le Collectif d'avocats José Alvear Restrepo. Ils ont également menacé leurs familles. José Humberto Torres a pris part à des poursuites judiciaires contre des membres des forces publiques et des responsables de l'État vraisemblablement impliqués dans des exécutions extrajudiciaires.

- **6 juillet 2013 : menaces de mort à l'encontre de Jeison Paba Reyes**

Le 6 Juillet 2013, Jeison Paba Reyes avocat du comité permanent pour la défense des droits de l'homme (CPDH) a reçu en même temps que Diego Martinez, secrétaire général de la même association, des menaces de mort dans un courrier électronique provenant d'une adresse invérifiable. Ils y étaient accusés de procéder à des actions permanentes de subversion contre l'État et ses institutions et d'inciter la population contre l'État. Le message poursuivait : « *nous avons décidé de vous déclarer comme cible militaire à fin de vous arrêter dans vos deux activités criminelles et terroristes. Vous vous présentez comme des défenseurs des droits de l'homme mais vous n'êtes que des milices boliviennes. Les menaces (« notre mission [...] est de vous éradiquer »)* ajoutaient que « les familles » seraient également des cibles.

Le 16 janvier 2013, un appel anonyme a été faite au siège social PCHR à Bogota, en demandant des renseignements concernant Jeison Paba, son emploi du temps et le moment où il était susceptible de se rendre au bureau.